

## **Les Cultes religieux : un tabou politique?**

Monsieur le Premier Ministre,

En tant que citoyenne, je voudrais vous féliciter pour la façon avec laquelle vous avez mené le dossier du coronavirus jusqu'à maintenant et pour tout ce que vous faites pour nous aider à nous sortir de cette crise.

Cependant, je me questionne sur votre mutisme à propos des lieux de culte dont nous avons été privés depuis la mi-mars et de la non-possibilité pour les représentants des cultes d'accompagner les malades qui le désirent et les mourants dans ces moments difficiles, et cela d'autant plus que vous êtes très conscient de l'importance du bien-être moral et psychologique des citoyens. On note cependant un certain blocage de votre part ou plutôt un blocage certain de reconnaître publiquement l'importance de la vie spirituelle des Québécois et des bienfaits qu'elle peut leur apporter.

Votre silence à cet égard s'est fait entendre tout au long du déconfinement. Vous n'en avez soufflé mot! Pas d'annonce officielle! C'est par d'autres sources que nous avons appris les mesures de déconfinement des lieux de culte.

La liberté de culte et la pratique religieuse ne sont-elles pas des droits fondamentaux?

Était-ce malséant et devenu tabou d'évoquer le mot « religion » sur la place publique sous prétexte que la religion est une affaire personnelle et cela en vertu de convenances sociales et politiques?

En tant que citoyens, nous avons besoin d'un support de spiritualité, en plus de celui des loisirs, pour donner un sens à nos fragilités et à notre solitude, surtout dans une société dépressive qui vit présentement dans la confusion, le doute et le désespoir.



En tant que citoyens croyants, et, quelles que soient nos croyances, nous avons besoin de fortifier notre foi avec cette énergie invisible qu'est l'espérance pour aller de l'avant. Cette dernière nous apporte un rayon de lumière et de paix en ces temps si déroutants pour tous.

Y a-t-il des craintes que nous devrions connaître ou des raisons politiques, sociales ou autres qui justifient votre silence? Et pourtant, les représentants religieux ne sont pas des lobbyistes qui défendent des intérêts particuliers, mais des personnes qui cherchent à promouvoir des valeurs universelles.

Serait-ce sous le prétexte de la laïcité?

Et pourtant, la vraie laïcité et la neutralité, ce n'est pas le rejet de tout ce qui est religieux, c'est au contraire le respect de la diversité des croyances des personnes et la nécessité de les unir pour assurer leur coexistence, c'est aussi permettre aux options spirituelles de s'affirmer sans s'imposer, et de voir à l'égalité des droits de tous en établissant une loi commune visant l'intérêt général.

C'est au sujet de ces questions sociétales que j'aurais beaucoup apprécié vous entendre, Monsieur Le Premier Ministre, vivant dans un pays démocratique qui respecte la liberté religieuse.

Avec tout mon respect et ma gratitude pour votre compréhension,  
Monique Khouzam Gendron  
Montréal

---